

préférâ soulever mes vasseaux, et mourir sur un champ de bataille au cri de Notre-Dame et de l'Ecosse.

—Mylord,—ajouta fermement l'abbé,—je n'ai, moi non plus, conservé l'existence que dans l'espoir de prolonger la lutte et de réveiller un jour les derniers combattants du ciel et de la reine. Aux proscriptions a succédé le calme ; l'Ecosse respire, mais avilie devant Dieu et les hommes. Il est encore des catholiques fervents et des sujets fidèles. J'ai longtemps travaillé dans l'ombre ; l'heure est venue de tirer les claymores au soleil.

—De combien d'hommes disposez-vous ?

—De plus de six mille.

—Cela suffirait à déterminer les clans des montagnes.

—Demain, Mylord, nous nous reverrons à Elfin, et avant le soir vous aurez une armée sous vos ordres.

—Que Dieu vous entende, mon noble et saint ami ! et, aussi vrai que le sang des martyrs a coulé sur la terre, avant huit jours j'aurai châtié les rebelles et vengé la reine.

Les deux hommes se serrèrent fortement la main et, sans ajouter une parole, le moine rentra dans les ruines, tandis que le baron, sautant en selle, s'élançait sur la route d'Elfin.

Jules de TOURNEFORT.

A continuer.

Extraits des Journaux français.

PARIS.

10 août 1848.

Nous demandons à tous les hommes éclairés et de bonne foi qui aujourd'hui en France a un système national complet de gouvernement et d'administration, de politique française intérieure et extérieure ?

Nous avons eu le bonheur, pendant dix-huit années, d'exposer à la France nos idées sur la politique nécessaire au repos, à la sécurité, à la prospérité, à la grandeur du pays. Pas un événement ne nous a donné un démenti, rien ne nous a fait changer ce que nous avons regardé comme utile pour le présent et pour l'avenir. A côté de nous, nous ne voyons que des systèmes en ruines, que des hommes qui se démentent tous les jours, que des impossibilités avouées, que des repentirs tardifs, que de nouveaux Laffite se frappant la poitrine et demandant pardon à Dieu et aux hommes.

Il est impossible que la France ne soit pas frappée d'un pareil spectacle, et que la vérité politique est à ceux qui n'ont rien à démentir de ce qu'ils ont avancé, et qui voient chaque jour leur politique marcher comie un flambeau pour éclairer la voie. Formes sociales, gouvernement, mode de représentation, conciliation de l'ordre et

de la liberté sans licence, gloire sans propagande, remaniement de l'Europe assuré sans guerre, union des partis sans abaissement pour aucun d'eux, voilà ce que nous offrons à notre patrie ; voilà ce que nous préparons depuis dix-huit ans pour notre patrie, voilà ce que nous lui présentons encore ! Nous pourrions croire notre rôle fini, tant les événements et les hommes se sont chargés de nous donner raison, s'il ne nous restait encore un grand devoir à remplir, celui de réaliser les conséquences des principes posés et des solutions obtenues, et d'assurer à la France le fruit de plus d'un demi-siècle d'expérience.

[Gazette de France.]

Sicile.—On lit dans le *Morning Post* du 8 août :

« Nous tenons de bonne source, à ce que nous croyons, que le roi Charles-Albert a refusé de donner une réponse définitive à l'occasion de l'élection de son fils, le duc de Gênes, comme roi de Sicile, jusqu'à ce que les affaires d'Italie eussent été réglées.

Les insurgés siciliens n'ont pas été satisfaits par ce délai et, en conséquence, ils ont adopté des mesures, par l'intermédiaire, de lord Palmerston, pour offrir leur nouvelle couronne à S. A. R. le prince Georges de Cambridge. Celui-ci, avec le bon sens et la dignité qui le distinguent, s'est empressé de déclarer qu'il ne pouvait, sous aucun rapport, accepter ce titre douteux.

Autriche.—Vienne, 3 août.—Voici les paroles d'adieu que l'archiduc Jean a adressées à la commission de sûreté :

« J'accepte la position qu'on m'a donnée parce que j'espère pouvoir faire le bien en Allemagne, sans partialité et avec indépendance. Un travail important m'attend à Francfort : c'est la question du nord et la pacification de l'Italie, je serai tout ce qui dépendra de moi pour fortifier l'unité de l'Allemagne, car nous sommes tous Allemands.

La commission de sûreté avait fait enlever l'affiche qui avait paru contre l'empereur, mais dans l'après-midi elle a reparu à tous les coins de rue. Il sera difficile de maintenir la tranquillité jusqu'au retour de la députation d'Innsprück. La nuit dernière il y a eu dans plusieurs faubourgs des charivaris.

Le comte François Stadion est remplacé comme gouverneur de la Gallicie, par le chevalier Zaleski. A l'avenir, le cercle de Cracovie et de la Bukovine feront partie du gouvernement de la Gallicie.

Pologne Prussienne.—Posen, 23 juillet.—Jusqu'à ce moment, notre ville est tranquille. Mais on dit que les Polonais ont résolu, dans le cas où le parti allemand triompherait à Francfort, de risquer un dernier combat, et l'on désigne même les en-

droits de notre ville dans lesquels ils veulent élever des barricades. Ce serait une folie, car ils n'auraient aucune chance de succès ; mais comme on ne doit pas s'étonner des entreprises insensées des Polonais, il est possible qu'ils fassent une levée de boucliers. Ce serait assurément leur coup de mort, car leurs forces sont épuisées ; à cela, il faut ajouter que les paysans sont irrités contre la noblesse ; ils demandent les trois journaux de terre qu'on leur a promis, ou une somme de 50 à 70 thalers par tête. Tout récemment, des incendies ont éclaté dans les domaines des riches qui avaient refusé de faire cette prestation. Le feu avait été mis à dessein. La noblesse expie ainsi sa légèreté, et beaucoup de gentilshommes sont obligés d'invoquer contre leurs territoires le secours des autorités prussiennes, qu'ils détestent.

On prétend que les agents polonais sont parvenus à corrompre des soldats du 18^e régiment d'infanterie, et qu'en conséquence les autorités ont demandé que ce régiment fût envoyé dans une autre garnison.

[Gazette d'Augsbourg.]

Nous avons la satisfaction d'annoncer que les gouvernements de la France et de l'Angleterre se sont définitivement entendus pour arrêter l'effusion du sang humain, pour offrir leur médiation commune aux parties belligérantes en Italie. C'est un fait accompli. Aujourd'hui, un courrier de Londres a apporté à Paris l'adhésion du cabinet anglais aux bases de la médiation, déjà adoptées par le gouvernement de la république.

Des estafettes sont aussitôt parties pour les chargés d'affaires de France à Turin et à Vienne.

—La nouvelle la plus importante que nous trouvons dans la correspondance espagnole est celle d'une conspiration qui aurait été découverte dans l'île de Malte. Un bateau à vapeur anglais, arrivé à Gibraltar le 26, dit le *Comercio de Cadix*, y aurait apporté la nouvelle de cette conspiration, dont le but n'était pas bien connu. On avait fait un grand nombre d'arrestations, et une partie des troupes anglaises qui existent sur ce point avaient été désarmées.

(Journal des Villes et Campagnes.)

Dublin, 6 août.—M. S. O'Brien est dans la prison de Kilmainham et l'ordre a été donné au directeur de ne laisser personne communiquer avec lui. Il restera probablement dans Kilmainham jusqu'à ce qu'une commission spéciale ait été nommée pour le comté de Tipperary, et il paraîtra devant cette commission sous l'accusation de haute trahison.

Vendredi dernier, dans la matinée, les 20 paysans accusés d'avoir pris part à l'insurrection ont été conduits dans la caserne royale avant d'être transférés dans la prison